

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F 91 — 960

Arrêté royal relatif à la dissolution de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. L'article 1er de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public et autres services de l'Etat, complété par la loi du 28 juin 1990, prévoit notamment que la Société nationale des Chemins de fer vicinaux (S.N.C.V.) doit être supprimée afin de respecter le partage des compétences entre l'Etat et les Régions tel qu'il a été établi par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988.

Or, en vertu de l'article 2 de la loi du 28 décembre 1984, le Roi doit régler par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la dissolution de la Société et toutes les questions auxquelles celle-ci donne lieu.

Cette étape préalable a été prévue par le législateur, notamment pour que le Roi puisse prendre les mesures de sauvegarde des droits et des obligations de toutes les parties concernées (actionnaires, créanciers et débiteurs) et pour que l'organisme puisse poursuivre les tâches normales afférentes à sa mission jusqu'à sa suppression en application de l'article 1er précité.

Il appartient également au Roi l'obligation de respecter dans cette dissolution la nature particulière de la Société nationale, à la fois société anonyme ayant gardé un caractère civil et soumise pour partie aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales et à la fois organisme d'intérêt public remplissant un service public d'intérêt général qui ne peut souffrir d'interruption.

Le présent projet fixe les modalités de dissolution et de partage afin de préserver les droits de toutes les parties et la continuation du service public.

2. Pour la dissolution de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux le Gouvernement a estimé qu'il était indiqué de recourir, comme cela a été le cas pour la Société nationale des Distributions d'eau, pour la Société nationale du Logement et pour la Société nationale terrienne, aux services de deux Délégués du Gouvernement et de les charger de la préparation de la dissolution.

Ces Délégués du Gouvernement ont été nommés par arrêté royal du 17 juillet 1989.

3. Les Délégués du Gouvernement proposent le transfert, en une seule fois et à la date du 1er janvier 1991, des missions statutaires de la Société à la Région wallonne et à la Région flamande et l'ensemble des moyens indispensables à l'exercice de ces missions aux organismes régionaux.

Le présent projet reprend cette option mais ne concerne que le transfert des missions, biens, droits et obligations.

Le transfert du personnel fait l'objet de deux arrêtés royaux séparés dont les effets doivent se produire à la même date en ce qui concerne la Région wallonne et la Région flamande.

4. Les conditions de forme qui régissent la dissolution de la S.N.C.V. sont particulières à deux égards.

4.1. La dissolution s'opère presque exclusivement d'après le droit administratif. L'article 2, § 1er, de la loi du 28 décembre 1984 dispose que le Roi règle par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, la dissolution et tous les questions auxquelles celle-ci donne lieu.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 91 — 960

Koninklijk besluit betreffende de ontbinding van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en de overdracht van haar taken, goederen, rechten en verplichtingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Artikel 1 van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, aangevuld door de wet van 28 juni 1990, bepaalt onder meer dat de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen (N.M.V.B.) moet worden afgeschaft teneinde de bevoegdheidsverdeling tussen de nationale overheid en de Gewesten zoals vastgesteld bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980, tot hervorming van de instellingen na te komen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988.

Krachtens artikel 2 van de wet van 28 december 1984, moet de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten de ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, regelen.

Deze voorafgaande fase werd door de wetgever vastgesteld, inzonderheid om de Koning in staat te stellen maatregelen te nemen tot vrijwaring van de rechten en plichten van alle betrokken partijen (aandeelhouders, schuldeisers en schuldenaars) en om de instelling tevens de gelegenheid te bieden de normale taken die tot haar opdracht behoren verder uit te oefenen tot op het ogenblik waarop zij met toepassing van voornoemd artikel 1 definitief wordt afgeschaft.

De Koning heeft eveneens de verplichting bij deze ontbinding rekening te houden met de bijzondere aard van de Nationale Maatschappij die tegelijkertijd een naamloze vennootschap is met een burgerlijk karakter, gedeeltelijk onderworpen aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, alsook een instelling van openbaar nut die een openbare taak van algemeen belang vervult en waarin geen onderbreking optreden.

Met het oog op de vrijwaring van de rechten van alle partijen en de voortzetting van de openbare dienst legt dit ontwerp de ontbindings- en verdeelingsregelen vast.

2. Voor de ontbinding van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen heeft de Regering geoordeeld dat het aangewezen was, zoals dit ook voor de Nationale Maatschappij der Waterleidingen, voor de Nationale Maatschappij van de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij het geval was, beroep te doen op twee Regeringsafgevaardigden en hen te belasten met de voorbereiding van de ontbinding.

Deze Regeringsafgevaardigden zijn benoemd bij koninklijk besluit van 17 juli 1989.

3. De Regeringsafgevaardigden stellen de volledige overdracht voor van de statutaire taken van de Maatschappij aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest en van alle middelen die nodig zijn voor de uitvoering ervan aan de gewestelijke instellingen met ingang van 1 januari 1991.

Dit ontwerp concretiseert deze optie maar behelst alleen de overdracht van de taken, goederen, rechten en verplichtingen.

De overdracht van de personeelsleden wordt geregeld bij twee afzonderlijke koninklijke besluiten die op dezelfde datum als voorliggend besluit in voege zullen treden wat het Vlaamse en het Waalse Gewest betreft.

4. De vormvoorwaarden waarin de ontbinding van de N.M.V.B. plaats heeft zijn in tweeërlei opzichten opmerkelijk.

4.1. De ontbinding geschiedt nagenoeg uitsluitend volgens het administratief recht. Artikel 2, § 1, van de wet van 28 december 1984 bepaalt dat de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, de ontbinding en alle aangelegenheden waartoe deze aanleiding geeft, regelt.

Seul l'acte constatant la clôture de la dissolution se fera devant l'assemblée générale des actionnaires de la S.N.C.V., après que cette dernière aura pris connaissance du rapport final des Délégués du Gouvernement.

Ce rapport comprendra nécessairement une description détaillée de la répartition de l'actif et du passif revenant à chaque institution régionale ainsi que la proposition de la répartition aux actionnaires des parts sociales à recevoir en échange des apports.

4.2. Les modalités de partage sont influencées par les règles statutaires de la S.N.C.V. qui ont déterminé la structure et le fonctionnement de celle-ci dans le passé.

L'une des particularités de la Société à prendre principalement en considération lors du partage est que chaque ligne ferrée possède, depuis sa création, sa propre structure de capital et son compte d'exploitation dont un groupe spécifique d'associés est responsable.

La Société est donc un rassemblement de groupes d'associés qui ont créé et exploité chacun, une ligne ferrée particulière avec ses propres réserves, fonds de prévision ou pertes d'exploitation.

Il est donc impératif de veiller, lors du partage de l'avoir social, à ce que chaque actionnaire se retrouve dans une des institutions régionales avec les mêmes droits et obligations qu'il possède dans la Société (capital, réserves, dettes personnelles).

4.3. Il faut cependant faire remarquer que les souscripteurs/pouvoirs publics ont reçu la possibilité de libérer leurs parts par des versements étalés sur 90 ans et que la plupart y ont eu recours.

En outre, il est important de retenir que les capitaux initiaux souscrits auprès de la S.N.C.V. n'ont servi qu'au paiement des premiers frais d'installation des lignes ferrées et que pour toutes les extensions ou améliorations suivantes il a été recouru au fonds de renouvellement constitué par ligne et à des emprunts dont les charges sont repercutées sur chaque ligne. Les actionnaires/pouvoirs publics versent encore toujours à ce jour leur annuité relative au capital de lignes ferrées qui ont été supprimées depuis longtemps.

De cette constatation résulte que les moyens propres de la Société ne peuvent être partagés globalement à raison du nombre de parts en possession de chaque actionnaire comme le droit commercial le prévoit en cas de dissolution. Certaines lignes (lire : actionnaires) ont accumulé des pertes non apurées tandis que d'autres ont pu constituer des réserves.

5.1. Le fonctionnement de la Société et la structure du bilan ne permettent pas de recourir au seul critère des moyens propres comme critère de partage.

Le principe de partage exprimé dans le présent arrêté se base donc à la fois sur la répartition régionale du capital, sur celle des réserves constituées historiquement par Région et sur une analyse des comptes de dettes figurant au passif, principalement ceux qui sont en relation avec les investissements sociaux.

Le fondement du partage des comptes entre les organismes régionaux trouve notamment appui dans l'accord de coopération conclu entre la Région wallonne et la Région flamande, en exécution de l'article 92bis, § 2, c, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui fixe le partage entre elles des lignes interrégionales exploitées par la Société nationale.

Comme la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions n'a pas prévu que la Région de Bruxelles-Capitale participe à la dissolution de la Société nationale, seul le droit d'exploitation d'une ligne d'autobus de la Société a été confiée à cette Région.

5.2. Le capital de l'Etat et de la Province du Brabant est partagé entre les deux Régions proportionnellement à la part du capital en possession des autres actionnaires publics de la même ligne. Les actionnaires privés suivent le sort de la ligne attribuée à chaque Région en vertu de l'accord de coopération susmentionné et pour laquelle ils détiennent des parts.

5.3. Le fonds de réserve, le fonds de prévision, les avances aux lignes en perte, la rétribution complémentaire aux exploitants privés et les déficits d'exploitation non couverts par l'Etat sont partagés d'après l'origine historique par ligne, et, en ce qui concerne les lignes avec un actionariat mixte, compte tenu du principe de partage énoncé au paragraphe précédent.

Les plus-values qui se rapportent à certains biens d'exploitation situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et aux centres de vacances sont partagées d'après un accord conclu à cet égard entre les deux Régions.

Alleen de akte die de afsluiting van de vereffening vaststelt zal voor de algemene vergadering van de aandeelhouders van de N.M.V.B., verleden worden nadat deze kennis heeft genomen van het eindverslag van de Regeringsafgevaardigden.

Dit verslag zal noodzakelijk een gedetailleerde beschrijving en de verdeling van activa en passiva behelzen die aan elke gewestelijke instelling toekomen alsmede een voorstel tot verdeling tussen de aandeelhouders van de maatschappelijke aandelen bekomen als tegenwaarde van de inbreng.

4.2. De modaliteiten van de verdeling zijn beïnvloed door de statutaire regelen van de N.M.V.B. die haar structuur en werking hebben vastgelegd.

Als één van de particulariteiten van de Maatschappij is bij de verdeling te onthouden dat elke buurtspoorlijn vanaf de oprichting een eigen kapitaalstructuur en exploitatie rekening bezit waarvoor alleen een groep specifieke aandeelhouders aansprakelijk zijn.

De Maatschappij is dus een vereniging van groepen aandeelhouders die elk een welbepaalde lijn hebben opgericht en uitgebaat met eventueel eigen aangelegde reserves, voorzorgsfondsen of exploitatieverliezen.

Het is dus een gebiedend voorschrift om bij de verdeling van het maatschappelijk vermogen er over te waken opdat elke aandeelhouder in één van de twee gewestelijke instellingen verschijnt met dezelfde rechten en verplichtingen die hij bezit in de Maatschappij (kapitaal, reserves, persoonlijke verbintenissen).

4.3. Terloops weze hier reeds opgemerkt dat aan de inschrijvers/openbare machten de mogelijkheid werd geboden hun aandelen te kwijten door 90 jaarlijkse stortingen, wat meestal het geval is geweest.

Tevens is het van belang om te onthouden dat de oorspronkelijk ingetekende kapitalen bij de N.M.V.B. alleen bestemd waren voor de eerste oprichtingskosten van de spoorlijnen en alle latere uitbreidingen en vernieuwingen door middel van het hernieuwingsfonds aangelegd per lijn en leningen zijn gefinancierd waarvan de lasten per lijn worden omgeslagen. De aandeelhouders / Openbare machten storten nu nog jaarlijks een aflossing op hun kapitaal voor spoorlijnen die sinds geruime tijd grotendeels zijn opgeheven.

Uit deze vaststelling vloeit eveneens voort dat de eigen middelen van de Verenootschap niet als een geheel kunnen verdeeld worden naar rato van het aantal aandelen in het bezit van elke aandeelhouder zoals dat volgens het handelsrecht, in geval van verdeling, gebruikelijk is. Sommige lijnen (lees groepen aandeelhouders) hebben inderdaad niet aangezuiverde verliezen geleden terwijl andere reserves hebben opgebouwd.

5.1. De werking van de Maatschappij en de balansstructuur laten niet toe terug te vallen op alleen maar de eigen middelen als hanteerbaar verdelingscriterium.

Het verdelingsprincipe uitgedrukt in voorliggend besluit is dan ook, benevens de eigenlijke kapitaalstructuur, hoofdzakelijk gevestigd op een regionale analyse van alle schuldrekeningen voorkomend op het passief van de balans en die in relatie staan tot de investeringen, aangevuld met een verdeling van de regionaal historisch opgebouwde reserves.

Aan de basis van de verdeling van de rekeningen tussen de gewestelijke instellingen ligt inzonderheid het samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest afgesloten in uitvoering van artikel 92bis, § 2, c, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en dat onder hen de verdeling regel van de interregionale lijnen uitgebaat door de Nationale Maatschappij.

Daar de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten niet heeft voorzien dat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aan de ontbinding van de Nationale Maatschappij deelneemt, is enkel het exploitatierecht van een autobuslijn van de Maatschappij toegekend aan dit Gewest.

5.2. Het kapitaal in handen van de Staat en de Provincie Brabant wordt verdeeld tussen de twee Gewesten in verhouding tot het kapitaalsandiel in het bezit van de andere openbare aandeelhouders van dezelfde lijn. De particuliere aandeelhouders volgen de lijn waarvoor zij hebben ingetekend en worden opgesplitst per Gewest volgens voornoemd samenwerkingsakkoord.

5.3. Het reservefonds, het voorzieningsfonds, de voorschotten aan de spoorlijnen in verlies, de bijkomende retributie aan privé-exploitanten die door de Staat niet gedekte exploitatiekortingen worden verdoeld volgens de historische oorsprong per lijn en voor de lijnen met een taalgemengd aandeelhouderschap rekening houdend met het verdelingsprincipe vastgelegd in voorgaande paragraaf.

De meerwaarden verbonden aan sommige exploitatiegoederen gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en aan de vakantiecentra worden omgedeeld volgens een akkoord hiertoe afgesloten tussen beide Gewesten.

5.4. Les obligations de la Société nationale résultant des emprunts obligataires, autres que celles qui ont couvert des souscriptions au capital et des emprunts auprès des organismes de crédit sont transférés aux organismes régionaux en fonction des investissements payés chaque année par la voie de ces emprunts dans chaque Région.

Les mêmes obligations relatives aux investissements réalisés au siège social sont réparties entre les organismes régionaux d'après l'accord susmentionné.

5.5. Ensuite les comptes de passif comprenant des dettes exigibles dans l'immédiat et afférant à des dépenses de personnel et de pension sont partagés d'après l'appartenance linguistique de ce personnel.

5.6. La clef de répartition interrégionale combinée ci-avant est appliquée finalement aux comptes de passif restants.

6. La clef du passif ainsi obtenue s'applique dans un deuxième temps au total de l'actif.

6.1. Les comptes de l'actif qui concernent les investissements immobiliers sont partagés en respectant le principe de la territorialité régionale.

Les biens situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale sont partagés d'après l'accord conclu entre les deux Régions.

6.2. Pour les autres comptes de l'actif, il est tenu compte par priorité de l'origine spécifique, de la localisation ou de tout critère pertinent. Il n'est pas possible en effet de déterminer un critère unique d'attribution valable pour chaque élément de l'actif. Chaque compte de l'actif devra être réparti selon un critère approprié à la nature du bien ou du droit concerné.

7. Pour cette raison, les articles 6 et 7 du présent arrêté ne peuvent pas être plus précis sur les critères de répartition utilisés.

A chaque instant les principes généraux de partage appliqué à l'actif et au passif ainsi que les clefs de partage proposé par les Délégués du Gouvernement pour scinder chaque compte ont fait l'objet d'une concertation avec les représentants des Exécutifs régionaux concernés.

Avant la clôture du rapport final de partage, les Régions auront encore la possibilité de faire valoir leur propres arguments quant aux critères utilisés pour chaque élément du bilan et les sommes leur attribuées.

8. Le transfert comptable a lieu à la date du 1er janvier 1991 sur base des valeurs inscrites au bilan de partage dressé au 1er janvier 1991.

8.1. Ce bilan de partage a comme point de départ le bilan clôturé au 31 décembre 1990 auquel la réévaluation de certains actifs est incorporée par les Délégués du Gouvernement sur base des rapports d'évaluation des Comités d'Acquisition.

Une certaine rétroactivité dans la détermination chiffrée des opérations de partage est donc inéluctable étant donné que les valeurs inscrites au bilan au 31 décembre 1990 ne seront connues avec précision qu'après la clôture définitive du bilan et son approbation par l'assemblée générale.

C'est seulement à la fin de cette procédure, à concrétiser par un arrêté royal, que les organismes régionaux connaîtront nominativement tous les différents moyens qui leur sont définitivement attribués.

8.2. Les actes relatifs aux moyens transférés aux organismes régionaux et posés par la Société nationale entre le 1er janvier 1991 et la date de la publication de cet arrêté, seront réputés être accomplis au nom et pour compte de l'organisme régional qui en héritera à titre définitif.

Cependant, un usage de ces moyens qui s'écarterait d'une gestion saine et raisonnable pourra donner lieu à répartition ou à des dommages-intérêts par l'introduction d'une demande de révision partielle du partage au Comité de concertation Gouvernement-Exécutifs.

9. En contrepartie des apports faits aux institutions régionales à l'occasion du transfert, le Roi recevra des parts de ces institutions qu'il attribuera aux actionnaires de la Société nationale.

Pour le partage de ces parts il respectera les proportions existantes entre les différents actionnaires au moment du transfert. Il transférera les parts revenant à l'Etat aux Régions.

10. Comme ce fut le cas lors de la régionalisation d'autres sociétés nationales, un article prévoit le maintien du régime et des avantages fiscaux au profit des organismes régionaux qui reprennent les missions nationales.

5.4. De verplichtingen van de Nationale Maatschappij verbonden aan de obligatieleningen, ander dan kapitaalintekeningen, en de leningen opgenomen bij de kredietinstellingen worden overgedragen aan de gewestelijke instellingen volgens de investeringen die jaarlijks zijn verricht in elk Gewest en werden betaald door middel van deze leningen.

Dezelfde verplichtingen met betrekking tot de investeringen gedaan in de maatschappelijke zetel worden verdeeld tussen de gewestelijke instellingen volgens eerder genoemd akkoord.

5.5. Vervolgens worden de onmiddellijk opeisbare passiefrekeningen in verband met personeels- en pensioenuitgaven verdeeld volgens de taalaanhorigheid van dat personeel.

5.6. De hiervoor bekomen samengestelde interregionale verdeelsleutel wordt tenslotte op de overblijvende passiefrekeningen toegepast.

6. De aldus bekomen passivasleutel bepaalt met een tweede stap de globale verdeling van de activa.

6.1. De activarekeningen betreffende de onroerende investeringen worden verdeeld met eerbiediging van het gewestelijk territorialiteitsbeginsel.

De goederen gelegen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden verdeeld volgens het akkoord afgesloten tussen beide Gewesten.

6.2. Voor de overige activa-rekeningen wordt bij voorrang rekening gehouden met de specifieke herkomst, localisatie of elk ander pertinent criterium. Het is inderdaad niet mogelijk een eenvormig toewijzingscriterium voor elke activa-post vast te stellen. Iedere activarekening moet volgens een maatstaf eigen aan de aard van het goed op het recht worden toegewezen.

7. Om die reden geven de artikelen 6 en 7 van dit besluit geen preciezere aanduidingen per rekening omtrent de aangewende toewijzingscriteria.

Telkens hebben de algemeen verdelingsprincipes voor het actief en passief alsook de verdeelsleutels voorgesteld door de Regeringsafgevaardigden voor de splitsing van elke rekening, het voorwerp uitgemaakt van een overleg met de vertegenwoordigers van de betrokken Gewestexecutieven.

Alvorens het eindverslag van de verdeling af te sluiten zullen de Gewesten nog de mogelijkheid hebben hun eigen argumenten en opmerkingen te doen gelden inzake de voor iedere balanspost aangewende criteria en het hun toegewezen bedrag.

8. De boekhoudkundige overdracht gebeurt op 1 januari 1991 op basis van de toestand opgenomen in de verdelingsbalans opgemaakt op 1 januari 1991.

8.1. Deze verdelingsbalans neemt als vertrekpunt de balans afgesloten op 31 december 1990 waaraan de herwaardering van sommige activa door de Regeringsafgevaardigden worden toegevoegd op basis van de schattingsverslagen van de Aankoopcomités.

Vandaar dat een zekere terugwerking voor de definitieve becijferde berekening van de verdelingsverrichtingen onvermijdelijk is omdat de waarden slechts nauwkeurig gekend zijn na definitieve afsluiting van de balans op 31 december 1990 en hun goedkeuring door de algemene vergadering.

Het is slechts bij het beëindigen van deze procedure vast te leggen in een tweede koninklijk besluit dat de gewestelijke instellingen nominatief alle verschillende actiemiddelen zullen kennen die hun definitief toegewezen worden.

8.2. De handelingen inzake de aan de gewestelijke instellingen overgedragen middelen die tussen 1 januari 1991 en de publicatiedatum van dit besluit door de Nationale Maatschappij in ontbinding nog worden gesteld, zullen geacht worden te zijn verricht in naam en voor rekening van de gewestelijke instelling die uiteindelijk die middelen zal verwerven.

Echter zal de aanwending van deze middelen die niet aan een gezond en deugdelijk beheer beantwoordt aanleiding kunnen geven tot vergoeding of schadeloosstelling door een gedeeltelijke herziening van de verdeling te vragen bij het overlegcomité Regering-Executieven.

9. Als tegenwaarde voor de inbrengen gedaan bij de gewestelijke instellingen naar aanleiding van de overdracht zal de Koning aandelen verkrijgen in die instellingen welke Hij toekent aan de aandeelhouders van de Nationale Maatschappij.

Voor de verdeling van deze aandelen zal Hij de bestaande verhouding tussen de verschillende aandeelhouders op het ogenblik van de overdracht in acht nemen. Hij zal de aandelen van de Staat aan de Gewesten overdragen.

10. Zoals dit bij voorgaande regionalisaties van Nationale Maatschappijen het geval was, voorziet een artikel het behoud van het taxatieregime en de fiscale voordelen ten gunste van de gewestelijke instellingen die de nationale opdrachten overnemen.

1. Conformément aux dispositions du droit commercial, la Société nationale subsiste pendant la durée des opérations de dissolution.

Les charges occasionnées par celle-ci (frais d'expertise, de publications, etc.) seront prélevées sur l'actif net à répartir.

Il va de soi que des charges concernent uniquement les opérations de dissolution proprement dites à l'exclusion entre autres des charges découlant de l'exploitation conjointe de certains bâtiments.

12. Pendant la période de dissolution, il est indispensable que le Conseil d'Administration de la Société nationale puisse revendiquer et imposer l'assistance et la coopération de certains membres du personnel pour achever les opérations de clôture du bilan au 31 décembre 1990 ainsi que les travaux liés à la procédure de dissolution.

Afin d'assurer la continuité du service public, les organismes bénéficiaires du transfert sont invités à respecter la structure et la hiérarchie actuellement en vigueur au sein de la Société nationale jusqu'à la clôture de la dissolution.

Le fonctionnement de la Société nationale en dissolution pendant la période transitoire devra faire l'objet d'accords entre les organes de gestion organisant la désintégration progressive en harmonie avec les impératifs d'une gestion équilibrée.

Par ce projet d'arrêté, les Délégués du Gouvernement disposent d'un droit de recours et peuvent s'opposer à toute décision des organes statutaires qui entraverait la dissolution de la Société.

13. Après le dépôt du rapport définitif de partage des Délégués du Gouvernement auprès du Premier Ministre et du Ministre de tutelle et après la présentation du projet de répartition à l'assemblée générale de la S.N.C.V., l'avis des Exécutifs sera sollicité et un arrêté royal constatera la fin de la dissolution et la suppression de la Société nationale. A ce moment on procédera à l'échange des parts sociales dont question au point 9.

En même temps il sera mis fin à la mission des Délégués du Gouvernement.

14. Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 4 janvier 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif à la dissolution de la Société nationale des chemins de fer vicinaux et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations », a donné le 25 février 1991 l'avis suivant :

Préambule

Il y a lieu d'omettre l'alinéa 1^{er}. En effet, l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ne constitue pas le fondement de l'arrêté en projet. Il n'impose pas davantage de formalité obligatoire, si ce n'est en marge du projet, puisque les Régions concluent en tout cas des accords de coopération pour le règlement des questions relatives notamment aux services de transport en commun vicinaux qui s'étendent sur le territoire de plus d'une Région (article 92bis, § 2, c, de la loi spéciale).

11. Overeenkomstig de bepalingen van het handelsrecht blijft de Nationale Maatschappij voortbestaan tijdens de ontbindingsverrichtingen.

De hieruit voortvloeiende lasten zullen op de te verdelen activa worden voorafgenomen (kosten van experten, publicatie, enz...).

Het spreekt vanzelf dat hier alleen lasten voortvloeiend uit de eigenlijke ontbindingsverrichtingen bedoeld worden, met uitsluiting onder andere van de exploitatielasten die onder andere tijdelijk zouden kunnen ontstaan wegens het gemeenschappelijk gebruik van sommige gebouwen.

12. Tijdens de ontbindingsperiode is het nodig dat de Raad van Bestuur van de Nationale Maatschappij de bijstand en de samenwerking van sommige personeelsleden kan eisen om de afsluitingsverrichtingen voor de balans op 31 december 1990 alsook de werkzaamheden gepaard aan de ontbindingsprocedure te beëindigen.

Gelet op het waarborgen van de continuïtet van de openbare dienst worden de instellingen, verkrijgers van de overdracht, uitgenodigd de structuur en de huidige van kracht zijnde hiërarchie in de Nationale Maatschappij te eerbiedigen tot het einde van de ontbinding.

De werking van de Nationale Maatschappij in ontbinding moet gedurende de overgangperiode het voorwerp uitmaken van akkoorden tussen de bestuursorganen waarbij de voortschrijdende desintegratie in harmonie met de vereisten van een evenwichtig beheer wordt georganiseerd.

De Regeringsafgevaardigden krijgen bij dit besluit tevens de nodige bevoegdheid om zich te verzetten tegen iedere handeling van de statutaire organen die de ontbinding van de maatschappij in het gedrang kan brengen.

13. Nadat de Regeringsafgevaardigden hun eindverdelingsverslag bij de Eerste Minister en bij de voogdij-Minister hebben ingediend en na het verdelingsvoorstel te hebben voorgelegd aan de algemene vergadering van de N.M.V.B. zal het advies van de Executieven hieromtrent worden gevraagd en een koninklijk besluit zal de afsluiting van de ontbinding en de opheffing van de Nationale Maatschappij vaststellen. Tevens zal overgegaan worden tot de uitwisseling van de maatschappelijke aandelen waarvan sprake in punt 9.

Terzelfdertijd wordt er een einde gesteld aan de opdracht van de Regeringsafgevaardigden.

14. De opmerkingen van de Raad van State werden in acht genomen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Verkeerswezen,
J.-L. DEHAENE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 4 januari 1991 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de ontbinding van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en de overdracht van haar taken, goederen, rechten en verplichtingen », heeft op 25 februari 1991 het volgende advies gegeven :

Aanhef

Het eerste lid dient te vervallen. Artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen levert immers geen grondslag op voor het ontworpen besluit. Dit artikel geeft evenmin vormvoorschriften, tenzij dan buiten het kader van het ontwerp, daar de Gewesten hoe dan ook samenwerkingsakkoorden sluiten om kwesties te regelen die onder meer betrekking hebben op de diensten voor gemeenschappelijk streekvervoer die zich uitstrekken over meer dan één Gewest (artikel 92bis, § 2, c, van de bijzondere wet).

Par ailleurs, la circonstance qu'à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, du projet, il est fait référence à l'accord de coopération conclu entre la Région wallonne et la Région flamande ne justifie pas que l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 soit visé.

Dispositif

Article 1^{er}

Dans le texte néerlandais, il faudrait écrire sous le deuxième tiret : « Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen ».

De l'accord des délégués du Gouvernement, l'article doit être complété par une troisième définition qui pourrait être rédigée comme suit :

« — « délégués du Gouvernement » : les délégués nommés par l'arrêté royal du 17 juillet 1989 désignant les délégués du Gouvernement chargés de préparer la dissolution de la Société nationale des chemins de fer vicinaux ».

Article 2

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

1. Mieux vaudrait écrire : « tous les actes ... accomplis dans les limites d'une gestion saine ... » plutôt que « posés dans le cadre d'une gestion saine ».

2. De l'accord des délégués du Gouvernement, le mot « définitivement », figurant à la fin de l'article, est inutile et doit être omis.

Article 5

La division en paragraphes ne se justifie pas, chacun de ceux-ci ne comportant qu'un seul alinéa.

La même observation vaut pour l'article 8.

Article 6

Paragraphe 1^{er}

A l'alinéa 2 du texte français, mieux vaudrait écrire « ainsi que les annuités y afférentes ».

Dans le même alinéa, de l'accord des délégués du Gouvernement, il y a lieu de mentionner l'intitulé et la date de l'accord de coopération visé.

A l'alinéa 3, il convient d'écrire « l'alinéa 2 » au lieu de « l'alinéa précédent ».

Paragraphe 2

Le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er} devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 3

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Paragraphe 7

Le critère de répartition utilisé en ce qui concerne le personnel retraité est le même que celui qui a été suggéré par le Conseil d'Etat dans son avis n° L. 20.200/9 sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 décembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la Société nationale des chemins de fer vicinaux à la Région wallonne et à la Région flamande (*Moniteur belge* du 1^{er} janvier 1991). Il serait, cependant, préférable d'écrire « ... d'après l'appartenance linguistique qui a été reconnue aux bénéficiaires lors de la constitution de leur dossier de pension ».

Article 8

Aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3, devenant les alinéas 1^{er}, 2 et 3, mieux vaudrait écrire « dans les limites » au lieu de « dans le cadre ».

Article 9

1. A l'alinéa 1^{er}, il faut écrire « aux organismes régionaux ».

Voorts is de omstandigheid dat er in artikel 6, § 1, tweede lid, van het ontwerp wordt verwezen naar het samenwerkingsakkoord dat tussen het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest is gesloten, geen reden om melding te maken van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Bepalend Gedeelte

Artikel 1

Onder het tweede streepje schrijve men : « Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen ».

« gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat het artikel moet worden aangevuld met een derde bepaling die als volgt zou kunnen luiden :

« — « Regeringsafgevaardigden » : de afgevaardigden benoemd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1989 tot aanwijzing van de Regeringsafgevaardigden belast met de voorbereiding van de ontbinding van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen ».

Artikel 2

In paragraaf 1 dient te worden geschreven : « De Nationale Maatschappij wordt ontbonden ». In paragraaf 2, tweede lid, laatste zin, schrijve men « in gemeen overleg worden ingediend ».

Artikel 3

1. Het zou beter zijn te schrijven : « Alle handelingen ... verricht ... binnen de grenzen van een deugdelijk » in plaats van « gesteld ... in het kader van een deugdelijk ».

2. Het woord « definitief », dat aan het eind van het artikel voorkomt, is overbodig en moet vervallen. De gemachtigden van de Regering zijn het hiermee eens.

Artikel 5

Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen daar deze telkens slechts één enkel lid bevatten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8.

Artikel 6

Paragraaf 1

Het zou beter zijn in het tweede lid te schrijven : « en de bijhorende annuïteiten ... dat de aandelen waarop door de Brusselse Agglomeratie en door particulieren voor een specifieke lijn is ingeschreven ... ».

In hetzelfde lid behoren het opschrift en de datum van het bedoelde samenwerkingsakkoord te worden vermeld. De gemachtigden van de Regering zijn het hiermee eens.

In het derde lid schrijve men : « het tweede lid » in plaats van « voorgaande alinea ».

Paragraaf 2

In het eerste lid schrijve men « spoorlijnen met verlies ».

Paragraaf 3

Men schrijve : « St-Gillis », alsook « Vlaamse » en « Waalse ». De laatste opmerking geldt ook voor de overige plaatsen in het ontwerp waar de bijvoeglijke naamwoorden « Vlaams » en « Waals » met een kleine letter staan geschreven.

Paragraaf 7

De verdeelsleutel die voor het gepensioneerde personeel wordt gehanteerd, is dezelfde als die welke de Raad van State heeft voorgesteld in zijn advies nr. L. 20.200/9 over het ontwerp dat tegenwoordig het koninklijk besluit van 7 december 1990 is tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen overgaan naar het Vlaamse Gewest en naar het Waalse Gewest (*Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1991). Het zou echter verkieslijk zijn te schrijven : « ... volgens de wijze waarop de begunstigden op basis van hun taal zijn ingedeeld bij het aanleggen van hun pensioendossier ».

Artikel 8

In de paragrafen 1, 2 en 3, die het eerste, het tweede en het derde lid worden, zou het beter zijn te schrijven « binnen de grenzen van de doelstellingen » in plaats van « binnen het raam van de maatschappelijke doelstellingen ».

Artikel 9

1. In het eerste lid dient te worden geschreven « bij de in artikel 1 bedoelde gewestelijke instellingen ».

2. Le Roi n'ayant évidemment pas à recevoir de parts dans les organismes, les alinéas 2 et 3 doivent être rédigés comme suit :

« En contrepartie des apports, l'Etat reçoit des parts dans les organismes régionaux. Ces parts sont attribuées par le Roi aux actionnaires de la Société nationale, dans le respect des proportions existant entre les différents actionnaires au moment du transfert.

Le Roi transfère aux Régions les parts qui sont attribuées à l'Etat ».

Article 12

Les pouvoirs conférés au Roi en ce qui concerne le transfert à la Région wallonne et à la Région flamande des membres du personnel et des biens, par l'article 2, § 1^{er}, 2^o, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public et autres services de l'Etat, impliquent celui d'apporter à ce transfert certaines restrictions, telles celles que porte l'article, pour les besoins de la dissolution de la Société nationale.

Dans l'exercice de ce pouvoir, le Roi peut également imposer au conseil d'administration de la Société nationale et aux délégués du Gouvernement une « concertation » avec la Région wallonne et la Région flamande qui, du moins théoriquement, ont vu mettre à leur disposition la totalité des membres du personnel et des biens transférés.

Il faut reconnaître, cependant, que cette concertation se limitera en pratique à une information, les pouvoirs du Conseil d'administration et des délégués du Gouvernement ne pouvant être paralysés par une prise de position négative des Régions.

Article 14

De l'accord des délégués du Gouvernement, l'article doit être rédigé comme suit :

« Après la remise au Premier Ministre et au Ministre de tutelle du rapport final de partage établi par les délégués du Gouvernement et après la présentation de ce rapport à l'assemblée générale de la Société nationale, le Roi met fin aux opérations de la dissolution et à la mission des délégués du Gouvernement, après avis des Exécutifs concernés ».

Article 15

Il convient d'écrire : « le présent arrêté ... » dans le texte français.

La chambre était composée de :

MM. :
P. Tapie, président;
R. Andersen et M. Leroy, conseillers d'Etat;
C. Deschamps et P. Gothot, assesseurs de la section de législation;

Mme R. Deroy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. Y. Boucquey, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. Saint-Viteux, référendaire adjoint.

Le greffier,
R. Deroy.

Le président,
P. Tapie.

27 MARS 1991. — Arrêté royal relatif à la dissolution de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public et autres services de l'Etat, notamment l'article 2, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 30 mai 1986 fixant la date d'entrée en vigueur de certains articles de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public et autres services de l'Etat;

2. Aangezien de Koning uiteraard geen aandelen in de instellingen heeft te ontvangen, behoren het tweede en het derde lid als volgt te worden gesteld :

« Als vergoeding voor die inbrengen ontvangt de Staat aandelen in de gewestelijke instellingen. Die aandelen worden door de Koning aan de aandeelhouders van de Nationale Maatschappij toegekend met inachtneming van de verhouding die ten tijde van de overdracht tussen de verschillende aandeelhouders bestaat.

De Koning draagt de aandelen die aan de Staat worden toegekend over aan de Gewesten ».

Artikel 12

De bevoegdheden die, ter zake van de overdracht van de personeelsleden en de goederen aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest, aan de Koning verleend worden door artikel 2, § 1, 2^o, van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, houden de bevoegdheid in om met het oog op de vereisten voor de ontbinding van de Nationale Maatschappij op die overdracht een aantal beperkingen te stellen zoals die welke in het artikel zijn vastgelegd.

Bij de uitoefening van die bevoegdheid kan de Koning de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij en de afgevaardigden van de Regering ook opleggen « overleg » te plegen met het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest die, althans in theorie, de beschikking hebben gekregen over alle overgedragen personeelsleden en goederen.

Er moet echter worden toegegeven dat dit overleg in de praktijk beperkt zal zijn tot kennisgeving, aangezien de bevoegdheden van de raad van bestuur en van de afgevaardigden van de Regering niet verlamd kunnen worden door een negatieve standpuntbepaling van de Gewesten.

Artikel 14

De gemachtigden van de Regering zijn het er mee eens dat het artikel als volgt gesteld zou moeten worden :

« Nadat het door de Regeringsafgevaardigden opgemaakt eindverslag over de verdeling is bezorgd aan de Eerste Minister en aan de toezichthoudende Minister en nadat dat verslag is ingediend bij de algemene vergadering van de Nationale Maatschappij, maakt de Koning een einde aan de opdracht van de Regeringsafgevaardigden, na advies van de betrokken Executieven ».

Artikel 15

In de Franse tekst behoort te worden geschreven : « Le présent arrêté ... ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :
P. Tapie, voorzitter;
R. Andersen en M. Leroy, staatsraden;
C. Deschamps en P. Gothot, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer Y. Boucquey, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer S. Saint-Viteux, adjunct-referendaris.

De griffier,
R. Deroy.

De voorzitter,
P. Tapie.

27 MAART 1991. — Koninklijk besluit betreffende de ontbinding van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen en de overdracht van haar taken, goederen, rechten en verplichtingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten inzonderheid artikel 2, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 mei 1986 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand, donné le 21 décembre 1990;

Vu l'avis de l'Exécutif régional wallon, donné le 20 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Communications et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— « Société nationale », la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux;

— « organismes régionaux » les organismes qui reprennent pour la Région wallonne et pour la Région flamande les missions de la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux;

— « Délégués du Gouvernement » : les délégués nommés par l'arrêté royal du 17 juillet 1989 désignant les délégués du Gouvernement chargés de préparer la dissolution de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux ».

Art. 2. § 1er. La Société nationale est mise en dissolution.

§ 2. La Société nationale en dissolution, pour laquelle agit le conseil d'administration, subsiste pour la durée des opérations de dissolution.

Les délégués du Gouvernement sont invités aux réunions du conseil d'administration et y participent avec voix consultative.

Afin de pouvoir s'opposer à tout acte qui pourrait nuire à la procédure de dissolution, ils disposent des possibilités de recours auprès du Premier Ministre et du Ministre de tutelle, conformément à la procédure fixée par les articles 9 et 10 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Le recours doit être introduit de commun accord.

Art. 3. Pendant la période comprise entre le 1er janvier 1991 et la date de publication du présent arrêté, tous les actes relatifs aux membres du personnel ainsi qu'aux biens, droits et obligations visés aux articles 5 à 8 accomplis dans les limites d'une gestion saine et raisonnable par la Société nationale, sont réputés être faits au nom et pour le compte de la Région à laquelle ces agents sont transférés ou de l'organisme régional auquel ces biens, droits et obligations sont attribués.

Art. 4. L'ensemble des missions de la Société nationale est transféré à la Région wallonne et à la Région flamande, chacune pour ce qui la concerne.

Art. 5. Les biens, droits et obligations de la Société nationale sont transférés aux organismes régionaux à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ce transfert se fait sur base du bilan statutaire arrêté au 31 décembre 1990 et approuvé par l'assemblée générale en y incluant au 1er janvier 1991 le résultat de la réévaluation des biens situés à Spa (home de vacances), quartier Annette et Lubin — matrice cadastrale 7090; à Koksijde (appartements), rue Dorlodot 25 — matrice cadastrale 06757, à Nieuport (home de vacances), avenue des Mouettes 2 — matrice cadastrale 04563, à Blankenberghe (habitation de vacances), avenue J. Vande Putte 1 — matrice cadastrale 01572, à Dilbeek (musée du tram), chaussée de Ninove 184 — matrice cadastrale 01484, à Anderlecht (siège de la direction du Brabant), rue Bara 115-117 — matrice cadastrale 03642, à Anderlecht (ateliers et entrepôts), rue des Trèfles 65 — matrice cadastrale 07110, à Evere, chaussée de Louvain 970 — matrice cadastrale 10134, à Saint-Gilles, rue de la Linère 15 — matrice cadastrale 09366 et à Uccle (garage, bâtiment administratif, habitation, cours et terrains), chaussée de Drogenbos 131 à 135 — matrice cadastrale 09272.

Art. 6. § 1er. L'ensemble des fonds propres et des dettes constituant le passif de la Société nationale sont cédés, chacun pour ce qui la concerne, aux organismes régionaux.

En particulier, la valeur des parts dans le capital libéré des lignes ainsi que les annuités y afférentes dues par les associés sont attribuées aux organismes régionaux selon qu'ils appartiennent à la Région wallonne et à la Région flamande, étant entendu que les parts souscrites par l'agglomération bruxelloise et des particuliers à une ligne spécifique suivent l'organisme régional auquel l'exploitation de la ligne est attribuée en vertu de l'accord de coopération du 1er janvier 1991 conclue entre la Région flamande et la Région wallonne concernant les transports réguliers interrégionaux et visé à l'article 92bis, § 2, c, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve, gegeven op 21 december 1990;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestexecutieve, gegeven op 20 december 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Verkeerswezen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— « Nationale Maatschappij », de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen;

— « gewestelijke instellingen » de instellingen die voor het Vlaamse Gewest en voor het Waalse Gewest de opdrachten overnemen van de Nationale Maatschappij van de Buurtspoorwegen;

— « Regeringsafgevaardigden » : de afgevaardigden benoemd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1989 tot aanwijzing van de Regeringsafgevaardigden belast met de voorbereiding van de ontbinding van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen.

Art. 2. § 1. De Nationale Maatschappij wordt ontbonden.

§ 2. De Nationale Maatschappij in ontbinding, waarvoor de raad van bestuur optreedt, blijft voortbestaan voor de ontbindingsverrichtingen.

De Regeringsafgevaardigden worden op de vergaderingen van de raad van bestuur uitgenodigd en nemen aan die vergaderingen deel met raadgevende stem.

Zij kunnen, met het oog op verzet tegen iedere handeling die de ontbinding kan schaden, beroep aantekenen bij de Eerste Minister en bij de toezichthoudende Minister, overeenkomstig de procedure vastgesteld bij de artikelen 9 en 10 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Het beroep moet in gemeen overleg worden ingediend.

Art. 3. Alle handelingen betreffende de personeelsleden alsook betreffende de goederen, rechten en verplichtingen beoogd in de artikelen 5 töt 8 verricht door de Nationale Maatschappij, binnen de grenzen van een deugdelijk en redelijk beheer gedurende de periode tussen 1 januari 1991 en de publikatiedatum van dit besluit worden geacht te zijn verricht in naam en voor rekening van het Gewest waaraan deze personeelsleden zijn overgedragen of van de gewestelijke instelling waaraan deze goederen, rechten en verplichtingen zijn toegekend.

Art. 4. Alle taken van de Nationale Maatschappij worden overgedragen aan het Vlaamse Gewest en aan het Waalse Gewest, ieder voor wat hem betreft.

Art. 5. De goederen, rechten en verplichtingen van de Nationale Maatschappij worden aan de gewestelijke instellingen overgedragen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Deze overdracht geschiedt op basis van de statutaire balans opgesteld op 31 december 1990, goedgekeurd door de algemene vergadering en met inlijving op 1 januari 1991 van het resultaat van de herwaarderding van de goederen gelegen te Spa (vakantiehuis), wijk Annette en Lubin — kadastrale legger 7090; te Koksijde (appartementen), Dorlodotstraat 25 — kadastrale legger 06757, te Nieuwpoort (vakantiehuis), Meeuwenlaan 2 — kadastrale legger 04563, te Blankenberghe (vakantiewoningen), J. Vande Puttelaan 1 — kadastrale legger 01572, te Dilbeek (trammuseum), Ninooftssteenweg 184 — kadastrale legger 01484, te Anderlecht (zetel directie Brabant), Barastraat 115-117 — kadastrale legger 03642, te Anderlecht (werkhuizen en stelplaatsen), Klaverstraat 65 — kadastrale legger 07110, te Evere, Leuvensesteenweg 970 — kadastrale legger 10134, te Sint-Gillis, Vlasfabriekstraat 15 — kadastrale legger 09366 en te Ukkel (garage, administratief gebouw, woning, hoven en gronden), steenweg op Drogenbos 131 tot 135 — kadastrale legger 09272.

Art. 6. § 1. Alle eigen middelen en schulden die de passiva van de Nationale Maatschappij vormen, worden, ieder wat haar betreft, overgedragen aan de gewestelijke instellingen.

Meer bepaald wordt de waarde van de aandelen in het opgevraagd kapitaal der lijnen en de bijhorende annuïteiten die in het bezit zijn van de vennoten toegewezen aan de gewestelijke instellingen naargelang zij tot het Vlaamse of het Waalse Gewest behoren met dien verstande dat de aandelen waarop door de Brusselse Agglomeratie en door particulieren voor een specifieke lijn is ingeschreven, de gewestelijke instelling volgen waaraan de uitbating van de lijn wordt toegewezen krachtens het samenwerkingsakkoord van 1 januari 1991, afgesloten tussen het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest in verband met het grensoverschrijdend openbaar vervoer tussen het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest en bedoeld in artikel 92bis, § 2, c, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

Pour l'application de l'alinéa 2, la valeur des parts dans le capital libéré de chaque ligne appartenant à l'Etat et à la Province de Brabant est répartie proportionnellement à la valeur des parts de capital appartenant aux souscripteurs communaux de cette même ligne, suivant qu'ils relèvent de la Région wallonne ou de la Région flamande.

§ 2. Le fonds de réserve, le fonds, de prévision, les avances aux lignes ferrées dont l'exploitation est déficitaire, la rétribution complémentaire allouée aux exploitants privés et les déficits d'exploitation non couverts par l'Etat sont répartis selon l'origine historique de chaque ligne.

En ce qui concerne les lignes composées d'un actionariat de régime linguistique mixte, il est tenu compte du principe de répartition fixé au paragraphe précédent.

§ 3. La plus-value réalisée lors de la vente de l'immeuble abritant le siège social de la Société nationale ainsi que les plus-values non-réalisées rattachées aux centres de vacances, à l'immeuble situé à Saint-Gilles, rue de la Linière 15 et au musée du tram à Dilbeek sont réparties à concurrence de 45 % pour l'organisme régional wallon et de 55 % pour l'organisme régional flamand.

§ 4. Les plus-values non-réalisées rattachées aux immeubles industriels situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale sont réparties de la manière suivante :

	Organisme régional wallon	Organisme régional flamand
Anderlecht (rue des Trèfles) et Evere (chaussée de Louvain) :	0 %	100 %
Uccle (chaussée de Drogenbos) :	9 %	91 %
Anderlecht (rue Bara) :	26,14 %	73,86 %

§ 5. Les fonds d'assurance sont répartis selon la localisation régionale des risques couverts.

§ 6. Les obligations de la Société nationale résultant des emprunts obligataires, autres que ceux qui ont couvert des souscriptions au capital, et des emprunts auprès des organismes de crédit son transférées à l'organisme régional wallon et à l'organisme régional flamand en fonction des investissements payés chaque année par la voie de ces emprunts dans chaque Région.

Les mêmes obligations relatives aux investissements réalisés au siège social sont réparties entre l'organisme régional wallon et l'organisme régional flamand à concurrence de 45 % pour le premier et de 55 % pour le second.

§ 7. Les obligations relatives aux charges de personnel et de pensions sont réparties entre l'organisme régional wallon et l'organisme régional flamand, chacun en ce qui le concerne, pour le personnel transféré, et pour le personnel retraité, d'après l'appartenance linguistique qui a été reconnue aux bénéficiaires lors de la constitution de leur dossier de pension.

§ 8. Les autres comptes de dettes du passif sont partagés entre l'organisme régional wallon et l'organisme régional flamand selon l'origine spécifique par Région.

Les dettes afférentes aux divers services du Brabant sont réparties entre l'organisme régional wallon et l'organisme régional flamand à concurrence de 26,14 % pour le premier et de 73,86 % pour le second.

Art. 7. L'actif de la Société nationale est partagé entre l'organisme régional wallon et l'organisme régional flamand proportionnellement à leur part dans la répartition du passif telle qu'elle résulte de l'application de l'article 6, §§ 1er à 8.

Art. 8. Sont transférés à l'organisme régional wallon et à l'organisme régional flamand, chacun pour ce qui le concerne, avec les droits et obligations y afférents, les investissements immobiliers effectués dans les limites de l'objet social de la Société nationale et situés respectivement dans la Région wallonne et dans la Région flamande.

Les investissements mobiliers effectués dans les limites de l'objet social de la Société nationale, avec les droits et obligations y afférents, sont transférés à l'organisme régional wallon et à l'organisme régional flamand, chacun pour ce qui le concerne, selon l'utilisation actuelle par les lignes d'exploitation attribuées à chaque Région.

Voor de toepassing van het tweede lid wordt de waarde van de aandelen in het opgevraagd kapitaal van elke lijn in het bezit van de Staat en de provincie Brabant proportioneel verdeeld volgens de waarde van de kapitaalsaandelen toebehorend aan de gemeentelijke aandeelhouders van dezelfde lijn, naargelang deze tot het Vlaamse Gewest of het Waalse Gewest behoren.

§ 2. Het reservefonds, het voorzieningsfonds, de voorschotten aan de spoorlijnen met verlies, de bijkomende retributie aan privé-exploitanten en de door de Staat niet gedekte exploitatiekortingen worden verdeeld volgens de historische oorsprong van elke lijn.

Voor de lijnen met een taalgemengd aandeelhouderschap wordt rekening gehouden met het verdeelingsprincipe vastgelegd in voorgaande paragraaf.

§ 3. De meerwaarde verwezelijkt bij de verkoop van het gebouw waarin de administratieve zetel van de Nationale Maatschappij is gevestigd alsmede de niet-verwezenlijkte meerwaarden verbonden aan de vakantiecentra, aan het gebouw gelegen te Sint-Gillis, in de Vlasfabriekstraat 15, en aan het trammuseum te Dilbeek, worden verdeeld volgens de verhouding 55 % voor de Vlaamse gewestelijke instelling en 45 % voor de Waalse gewestelijke instelling.

§ 4. De niet-verwezenlijkte meerwaarden op de bedrijfsgoederen gelegen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest worden als volgt verdeeld :

	Vlaamse gewestelijke instelling	Waalse gewestelijke instelling
Anderlecht (Klaverstraat) en Evere (Leuvensesteenweg) :	100 %	0 %
Ukkel (steenweg op Drogenbos) :	91 %	9 %
Anderlecht (Barastraat) :	73,86 %	26,14 %

§ 5. De verzekeringsfondsen worden overgedragen volgens de gewestelijke ligging van de gedekte risico's.

§ 6. De verplichtingen van de Nationale Maatschappij verbonden aan de obligatieleningen andere dan kapitaalintekeningen, en de leningen opgenomen bij de kredietinstellingen worden overgedragen aan de Vlaamse gewestelijke instelling of aan de Waalse gewestelijke instelling volgens de investeringen jaarlijks betaald door middel van deze leningen in elk Gewest.

Dezelfde verplichtingen met betrekking tot de investeringen gedaan in de maatschappelijke zetel worden verdeeld tussen de Vlaamse gewestelijke instelling en de Waalse gewestelijke instelling volgens de verhouding 55 % voor de eerste en 45 % voor de tweede.

§ 7. De schulden betrekking hebbend op personeels- en pensioenuitgaven worden verdeeld tussen de Vlaamse gewestelijke instelling en de Waalse gewestelijke instelling, ieder wat haar betreft, voor het aan elk van haar overgedragen personeel in activiteit en voor het op rust gesteld personeel volgens de wijze waarop de begunstigen op basis van hun taal zijn ingedeeld bij het aanleggen van hun pensioendossier.

§ 8. De overige schuldrekeningen voorkomend op het passief worden verdeeld tussen de Vlaamse gewestelijke instelling en de Waalse gewestelijke instelling volgens de specifieke oorsprong per Gewest.

De schulden verbonden aan de gemengde diensten in Brabant worden verdeeld tussen de Vlaamse gewestelijke instelling en de Waalse gewestelijke instelling volgens de verhouding 73,86 % voor de eerste en 26,14 % voor de tweede.

Art. 7. De activa van de Nationale Maatschappij worden verdeeld tussen de Vlaamse gewestelijke instelling en de Waalse gewestelijke instelling in evenredigheid met hun aandeel in de verdeling van het passief zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 6, §§ 1 tot 8.

Art. 8. De onroerende investeringen gedaan binnen de grenzen van de doelstellingen van de Nationale Maatschappij die gelegen zijn respectievelijk in het Vlaamse Gewest en in het Waalse Gewest worden ieder wat haar betreft, aan de Vlaamse gewestelijke instelling of aan de Waalse gewestelijke instelling overgedragen samen met de daarbij horende rechten en verplichtingen.

De roerende investeringen gedaan binnen de grenzen van de doelstellingen van de Nationale Maatschappij samen met de daarbij horende rechten en verplichtingen worden ieder wat haar betreft, aan de Vlaamse gewestelijke instelling of aan de Waalse gewestelijke instelling overgedragen volgens de huidige aanwending in de toegewezen exploitatielijnen in elk Gewest.

Les investissements immobiliers effectués dans les limites de l'objet social de la Société nationale et qui sont sis sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale sont attribués à l'organisme régional flamand à l'exception des biens situés à Bruxelles (Laeken), rue A. Stevens 47, cadastré 14^{ter} et 15^{sup}, section C, 44 C et 42 D, Bruxelles 1^{re} division, et à Uccle, avenue du Vivier d'Oie, cadastrée à Uccle, 4^e division, section H, n° 3 bis, 3^{ter}, 3/4 et 3/5, qui restent en indivision entre l'organisme régional wallon et l'organisme régional flamand à concurrence de 45 % pour le premier et de 55 % pour le second.

Art. 9. Le Roi réalise le capital de la Société nationale par voie d'apports aux organismes régionaux visés à l'article 1^{er}.

En contrepartie de ces apports, l'Etat reçoit des parts dans les organismes régionaux. Ces parts sont attribuées par le Roi aux actionnaires de la Société nationale, dans le respect des proportions existant entre les différents actionnaires au moment du transfert.

Le Roi transfère aux Régions les parts qui sont attribuées à l'Etat.

Art. 10. Les biens sont transférés dans l'état où ils se trouvent et quant aux immeubles, avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues dont ils pourraient être grevés.

Art. 11. Les organismes régionaux bénéficient des mêmes avantages et exemptions fiscaux que ceux qui étaient accordés à la Société nationale.

Art. 12. Le conseil d'administration de la Société nationale et les délégués du Gouvernement peuvent, en concertation avec la Région wallonne et la Région flamande ou les organismes régionaux, selon le cas, disposer sans indemnisation, pour les besoins de la dissolution, des membres du personnel et des biens transférés.

Art. 13. Un compte spécial « Charge de dissolution » est établi par le conseil d'administration de la Société nationale. Sont considérées comme charges relatives aux opérations de dissolution notamment les frais relatifs au fonctionnement du conseil d'administration et du Comité de Surveillance, à la clôture des comptes et à l'établissement du bilan, à la tenue de l'assemblée générale ainsi que la partie des traitements, allocations, indemnités et frais de fonctionnement des délégués du Gouvernement.

Le conseil d'administration peut prélever sur la valeur des biens transférés en vertu du présent arrêté, les sommes nécessaires afin de faire face aux charges de dissolution.

Art. 14. Après la remise au Premier Ministre et au Ministre de tutelle du rapport final de partage établi par les délégués du Gouvernement et après la présentation de ce rapport à l'assemblée générale de la Société nationale, le Roi met fin aux opérations de la dissolution et à la mission des délégués du Gouvernement, après avis des Exécutifs concernés.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 16. Notre Premier Ministre et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 27 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Communications,
J.-L. DEHAENE

De onroerende investeringen gedaan binnen de grenzen van de doelstellingen van de Nationale Maatschappij die gelegen zijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden aan de Vlaamse gewestelijke instelling toegewezen met uitzondering van de goederen gelegen te Brussel (Laken), A. Stevensstraat 47, gekadastréerd 14^{ter} en 15^{sup}, sectie C, 44 C en 42 D, Brussel 1^e afdeling, en te Ukkel, Diesdellelaan, gekadastréerd te Ukkel 4^e afdeling, sectie H, nr. 3 bis, 3^{ter}, 3/4 en 3/5, die in onverdeelde blijven tussen de Vlaamse gewestelijke instelling, en de Waalse gewestelijke instelling volgens de verhouding 55 % voor de eerste en 45 % voor de tweede.

Art. 9. De Koning maakt het kapitaal van de Nationale Maatschappij te gelde door middel van inbrengen bij de in artikel 1 bedoelde gewestelijke instellingen.

Als vergoeding voor die inbrengen ontvangt de Staat aandelen in de gewestelijke instellingen. Die aandelen worden door de Koning aan de aandeelhouders van de Nationale Maatschappij toegekend met inachtneming van de verhouding die ten tijde van de overdracht tussen de verschillende aandeelhouders bestaat.

De Koning draagt de aandelen die aan de Staat worden toegekend over aan de Gewesten.

Art. 10. De goederen worden overgedragen in de staat waarin zij zich bevinden en wat de onroerende goederen betreft, met alle actieve of passieve, zichtbare of niet-zichtbare, voortdurende of nietvoortdurende erfdienstbaarheden waarmee zij zouden kunnen bezwaard zijn.

Art. 11. De gewestelijke instellingen genieten dezelfde fiscale voordelen en vrijstellingen als die welke aan de Nationale Maatschappij waren toegekend.

Art. 12. De raad van bestuur van de Nationale Maatschappij en de Regeringsafgevaardigden kunnen in overleg met het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest of met de gewestelijke instellingen, naargelang het geval, ten behoeve van de ontbinding, kosteloos beschikken over de overgedragen personeelsleden en goederen.

Art. 13. Een bijzondere rekening « ontbindingskosten » wordt geopend door de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij. Als kosten van de ontbindingsverrichtingen worden ondermeer beschouwd de kosten in verband met de werking van de raad van bestuur en het Comité van Toezicht, de afsluiting der rekeningen en het opstellen van de jaarbalans, de organisatie van de algemene vergadering alsook het deel van de wedden, vergoedingen, toelagen en werkingkosten van de Regeringsafgevaardigden.

De raad van bestuur is gemachtigd de nodige sommen vooraf te nemen op de waarde van de goederen die krachtens dit besluit overgedragen worden, teneinde de ontbindingskosten te dekken.

Art. 14. Nadat het door de Regeringsafgevaardigden opgemaakte eindverslag over de verdeling is bezorgd aan de Eerste Minister en aan de toezichhoudende Minister en nadat dat verslag is ingediend bij de algemene vergadering van de Nationale Maatschappij, maakt de Koning een einde aan de ontbindingsverrichtingen en aan de opdracht van de Regeringsafgevaardigden, na advies van de betrokken Exécutieven.

Art. 15. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 16. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 27 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Verkeerswezen,
J.-L. DEHAENE